



SOLIDAR
SUISSE

Œuvre suisse d'entraide ouvrière OSEO

3^E RATING SOLIDAR DES COMMUNES 2016

PENSER GLOBALEMENT, AGIR LOCALEMENT

3^E RATING SOLIDAR DES COMMUNES 2016

PENSER GLOBALEMENT, AGIR LOCALEMENT



Sommaire

Coup d'œil sur les résultats	3
Le rating Solidar des communes, de quoi s'agit-il ?	6
Comment fonctionne le rating Solidar des communes ?	8
Pourquoi un rating des communes ?	10
Solidar Suisse: qui sommes-nous et quelles sont nos activités ?	11
Annexes	12

Coup d'œil sur les résultats

Le rating des communes de Solidar Suisse dessine une Suisse toujours plus solidaire: cette année, 12 communes, au lieu de 8 précédemment, ont décroché la meilleure distinction possible. Et près des trois quarts des communes à nouveau analysées se sont améliorées ou ont au moins maintenu le niveau atteint lors du dernier sondage de 2013. Seule ombre au tableau: quelques coupes ont eu lieu dans le domaine de la coopération au développement.

En 2011, Solidar Suisse a lancé son premier rating des communes qui analysait dans quelle mesure 84 communes assumaient leur responsabilité en matière de solidarité internationale: achètent-elles de manière responsable en veillant à des conditions de production décentes? Tentent-elles d'éviter les produits synonymes de salaires de misère, de conditions de travail inhumaines et de travail des enfants? Et notre pays si riche agit-il de manière solidaire en s'engageant financièrement pour des projets de développement et pour que les pauvres de la planète profitent de meilleures conditions de vie?

Avec son rating des communes, Solidar souhaite sensibiliser les autorités publiques et inciter les communes à se comporter davantage comme des consommateurs responsables, compte tenu de l'importance du marché qu'elles représentent et de leur fonction d'exemple. Car notre attitude en tant que consommateur en Suisse a une influence directe sur les conditions de production dans les pays du Sud – et les communes représentent plus de 40 pour cent des achats publics en Suisse.

En 2013, Solidar Suisse a reconduit son rating avec 88 communes. En 2016 suit désormais le troisième rating auquel le même nombre de communes a pris part: 67 ont été évaluées à nouveau, dont 44 déjà présentes pour la troisième fois, et 21 nouvellement analysées. La participation est volontaire et les résultats se fondent sur un sondage mené auprès des communes. Le deuxième rating de 2013 était déjà un succès: la moitié des communes analysées s'était améliorée ou avait maintenu un niveau élevé. Une partie avait accompli des progrès considérables en matière d'achats équitables: un bond de plus de 40 points avait été constaté au niveau d'une commune qui avait opté pour une politique d'achats responsable suite au mauvais résultat décroché au premier rating. Des progrès ont également souvent été consécutifs à des interventions politiques. Un tableau similaire se dégage en 2016.

Communes en tête et en queue de classement

En 2016, des communes ont nettement amélioré leur résultat, par exemple Kreuzlingen qui a progressé de 46 points, alors que d'autres ont obtenu cinq globes à leur première participation, comme Ittigen. C'est désormais Genève qui est le chef de file à l'échelle suisse, avec 96 points. Le nombre des communes ayant obtenu la plus haute distinction de cinq globes est passé de 8 à 12:

- 5 globes à nouveau: Bülach, Genève, Lausanne, Nyon, Riehen et Zurich
- nouvelles communes à 5 globes: Berne, Carouge, Ittigen, Moutier, Vevey et Yverdon-les-Bains

Dans le même temps, Freienbach, une des communes qui avaient décollé en flèche lors du dernier rating, perd deux globes. Et au total, 10 communes décrochent un seul globe – certaines pour la troisième fois de suite.

Evolution depuis 2013

Genève a progressé de trois points depuis 2013 suite à l'amélioration de sa politique d'achats; **Zurich** en revanche a réduit les montants consacrés à la coopération au développement et donc perdu 2,5 points. Genève laisse donc Zurich derrière elle et occupe désormais la première place du classement avec 96 points sur 100 possibles.

Six communes ont **nettement amélioré leur résultat**: Kreuzlingen, Kriens, Montreux, Moutier, Lancy et Carouge. Alors que Kreuzlingen, Montreux, Moutier et Carouge ont progressé dans les domaines des achats équitables et de la coopération au développement, Kriens et Lancy ont amélioré leur politique dans le premier domaine cité uniquement.

Neuf communes ont modérément progressé: Berne, Coire et Porrentruy se sont améliorées sur les deux tableaux; Adliswil, Neuchâtel, Rapperswil-Jona, Spiez et Yverdon-les-Bains dans les achats équitables et Biel dans la coopération au développement.

43 communes ont progressé dans la bonne direction ou maintenu leur niveau déjà élevé.

Coopération au développement: Le soutien international donne une image contradictoire mais somme toute réjouissante. Si des communes ont réduit leurs contributions, davantage les ont accrues. 12 communes ont perdu des points pour avoir **réduit les montants qu'elles consacraient à la coopération au développement** ou les avoir totalement supprimés: c'est le cas de Lyss, Reinach, Altdorf, Freienbach, Zug, Bülach, Dübendorf (où le recul s'explique toutefois par le fait qu'un montant forfaitaire trop élevé avait été admis la dernière fois), Richterswil, Zurich, Vernier, Val-de-Travers et Yverdon-les-Bains. Deux des communes qui s'en étaient très bien sorties en 2013 ont également réduit leurs contributions à la coopération au développement. C'est le cas de l'oasis fiscale de Freienbach qui, lors du rating 2013, avait vu son résultat bondir de 39 à 85 points parce qu'elle avait opté pour des achats socialement durables et augmenté les montants alloués à la coopération au développement. Dans le présent rating, cette même commune perd 35 points et deux globes car elle a gommé toutes ses contributions à la coopération au développement, comme mesure d'économie, et ne propose plus de formation en achats socialement responsables à son personnel. Deuxième « sprinter » de 2013, la ville de Bülach qui s'était portée de 1 à 86 points, a réduit les sommes affectées à la coopération au développement et échappe de peu seulement à la perte du cinquième globe. Souvent, on peine à comprendre de telles coupes car dans quelques communes leur font écho des recettes fiscales accrues, par exemple à Bülach, Freienbach, Lyss et Reinach (BL). Comme 12 communes ont réduit leurs contributions, il est d'autant plus réjouissant de noter que davantage encore, 16, les ont **augmentées**, alors que 23 ont maintenu leur nombre de points de 2013, dont cinq le niveau élevé de 40 ou plus: Aarau, Frauenfeld, Küsnacht, Rapperswil-Jona et Riehen. En Suisse alémanique, Riehen et Küsnacht caracolent en tête dans le domaine de la coopération au développement avec 5 pour mille de leurs recettes fiscales nettes. Mais elles n'arrivent pas à la cheville des six communes romandes les plus généreuses – Carouge, Lancy, Meyrin, Bernex, Vernier et Genève – affectant entre 6 (Genève) et près de 11 pour mille (Carouge) à la coopération au développement.

Achats équitables: De nettes améliorations sont à signaler dans ce domaine. Plusieurs communes ont procédé à des changements radicaux comme l'élaboration de lignes directrices concernant tous les achats publics, l'intégration de critères sociaux et la sensibilisation de l'administration. D'autres ont pris des mesures ponctuelles encourageantes comme l'intégration de critères sociaux liés à des produits à risque spécifiques – comme les pavés, les textiles, les ordinateurs ou les meubles – ou l'achat de café issu du commerce équitable. Six communes seulement ont fait moins bien ici (Lyss, Worb, Freienbach, Küsnacht, Schlieren, Uster), notamment parce qu'elles ne dispensent plus à leur personnel de formation sur les achats socialement responsables ou qu'une ligne directrice contraignante n'a plus valeur que de recommandation. Worb perd ainsi un globe, de même que Küsnacht qui disparaît des meilleures communes du rating.

Nouvelles communes

Sur les 21 communes analysées pour la première fois en 2016, celle d'Ittigen a obtenu d'emblée 5 globes, le nombre maximal, et 7 sont entrées dans le rating avec 4 globes (Bâle, Bernex, Meilen, Meyrin, Morges, Münsingen, Renens). 3 communes s'en sortent **très bien dans les deux domaines**: Ittigen, Renens et Meilen. Münsingen décroche le nombre maximal de points dans la coopération au développement mais peut s'améliorer en matière d'achats équitables, tout comme Zollikon, inactive dans ce domaine, mais qui affecte plus d'un pour mille de ses recettes fiscales à la coopération au développement – un chiffre jugé bon par Solidar Suisse. Les trois autres nouvelles communes romandes (Bernex, Meyrin et Morges) allouent des montants considérables à la coopération au développement mais figurent en milieu de classement dans l'autre domaine. Bâle-Stadt a aussi participé pour la première fois au rating des communes. La cité-canton dispose d'une marge de progression: elle figure en milieu de classement en matière de coopération au développement et, dans l'autre domaine, fait preuve de retenue dans l'interprétation des bases légales pour l'encouragement de standards sociaux minimaux et procède ponctuellement seulement à des achats responsables. Möhlin, Muri et Zollikofen s'engagent un peu également – la commune de Möhlin, dans le Fricktal, en matière d'achats équitables, la commune Berneise de Muri dans la coopération au développement et Zollikofen dans les deux. Les autres nouvelles communes ne font quasiment rien (Belp, Birsfelden, Kloten, Liestal, Münchenbuchsee, Oftringen, Rheinfelden, Suhr et Teufen).

Un potentiel d'amélioration existe

Dans l'ensemble, la plupart des communes qui font bien dans un des deux domaines, entreprennent aussi quelque chose dans le second. Des exceptions existent, à l'image de Thalwil et Richterswil qui s'engagent dans le domaine des achats équitables mais ne contribuent pas du tout à la coopération au développement. Zollikon, Saint-Gall et Muri s'engagent quant à elles de façon plus ou moins importante dans ce dernier domaine mais très peu pour des achats équitables. Une tâche importante du rating reste de sensibiliser davantage à l'importance d'achats socialement durables car les communes ont plus tendance ici à respecter des critères écologiques que sociaux. Pour de nombreuses communes, il existe un potentiel d'amélioration d'une part dans l'inclusion de lignes directrices en matières d'achats veillant à la durabilité sociale en plus de la durabilité écologique et dans le regroupement régional des achats. D'autre part, nombre d'entre elles peuvent veiller non seulement à accroître leurs contributions à la coopération au développement – ou à renoncer à les réduire – mais encore à enraciner la solidarité internationale dans leurs lignes directrices, des critères qualitatifs dans le soutien de projets et une budgétisation fixe des montants.

Comparaison régionale

La **Suisse romande** tient le haut du pavé: aucune commune décroche moins de deux globes et toutes, sauf une, plus de deux globes; sept obtiennent le brillant résultat de cinq globes et la moyenne se fixe à 62 points. Le **sud-est de la Suisse** arrive tout en bas du classement avec une moyenne de 18 points; le **Valais** n'est plus représenté du tout cette année.

La **région de Berne** a de nouveau la deuxième meilleure moyenne (42), suivie de **Zurich** (38) et du **nord-est de la Suisse** (36). Berne remporte un franc succès en termes de communes à 5 globes: en 2013, la région ne comptait aucune commune avec les points nécessaires pour 5 globes et deux communes y parviennent désormais d'un coup. Berne est donc au coude-à-coude avec Zurich.

La **Suisse centrale** reste la région abritant la plupart des communes n'obtenant qu'un globe. Toutefois, il n'y en a plus que trois au lieu de quatre. Le **sud-est de la Suisse** s'en tire à nouveau le moins bien et n'est plus représenté que par Coire qui a toutefois progressé.

La **Suisse romande** continue de verser les contributions les plus importantes à la coopération au développement – pour le chef de file Carouge, elles font environ 11 pour mille des recettes fiscales nettes – mais dans le domaine des achats équitables aussi, bon nombre de communes s'en sortent à leur avantage: 11 communes ont ici atteint un nombre de points nettement supérieur à 2013 encore.

Plus grandes, plus responsables?

Les résultats du troisième rating confirment la tendance observée précédemment: plus une commune ou une ville est importante, plus elle assume ses responsabilités. Il existe cependant des exceptions: des communes petites ou moyennes comme Moutier, Ittigen, Bülach, Nyon et Vevey s'en sortent très bien alors que des villes comme Bâle, Biel ou Saint-Gall se situent dans la moyenne et que Coire figure au bas de l'échelle. Fait encourageant toutefois dans le tableau des plus grandes villes: quelques-unes se sont encore améliorées depuis le dernier rating, comme Berne, Lausanne, Köniz, Biel, Saint-Gall et Coire. Les villes de Luzern et Schaffhausen ont disparu en 2016 tandis que Bâle fait son apparition.

Aperçu des plus grandes villes

Ville	Points APD	Points achats	Total	Globes
Genève	50	46	96	
Zurich	42.5	50	92.5	
Lausanne	46.5	46	92.5	
Berne	34	50	84	
Köniz	21.5	42.5	64	
Winterthur	20	38.5	58.5	
Bâle	32.5	20.3	52.8	
Biel/Bienne	27.5	22.5	45	
Saint-Gall	37.5	2.5	40	
Coire	10	8.5	18.5	

Le rating Solidar des communes, de quoi s'agit-il?

Le rating Solidar des communes passe en revue des communes suisses afin de déterminer dans quelle mesure elles assument une responsabilité globale dans leurs activités quotidiennes. Concrètement, il examine deux domaines à la loupe: l'engagement financier des communes en matière de coopération au développement et leur pratique en matière d'achats équitables.

Quels changements induit le rating des communes de Solidar Suisse ?

Après que le rating Solidar des communes de 2011 a pour la première fois donné un aperçu de la responsabilité globale des communes, Solidar Suisse a souhaité avec ce nouveau rating évaluer les modifications de la politique menée par les communes et les inciter à procéder à des changements. Le résultat du troisième rating nous donne raison: l'intérêt des communes à

participer ne faiblit pas. Le nombre de communes décrochant 5 globes est depuis 2011 passé de trois à douze, six communes ont très nettement amélioré leur résultat (de 24 à 46 points) et neuf modérément (de 10 à 22 points). On observe qu'un processus de sensibilisation se met en place auprès des communes, et ceci notamment grâce à la présence de cette thématique dans les médias. Il apparaît de manière plus visible que celles-ci peuvent – et doivent – assumer leur responsabilité dans un monde globalisé. Cette publicisation du thème renforce aussi la pression pour que les politiques communales soient basées sur la solidarité et non sur l'exploitation. En 2013, Freienbach et Bülach s'étaient nettement améliorées car elles avaient décidé de procéder à des achats socialement durables suite aux mauvais résultats obtenus dans le rating précédent. En 2016 également, des communes se sont améliorées vu leurs mauvais résultats dans le rating de 2013. À Kreuzlingen par exemple, où un postulat incitant à la réorganisation des achats publics a été déposé suite au rating de Solidar. De nouvelles directives en matière d'achats publics ont permis à la ville d'accroître son résultat de 41 points dans ce domaine. Dans celui des achats équitables, Moutier a porté ses points de 7 à 30 car la commune exige une déclaration volontaire des fournisseurs de produits tels les vêtements, meubles et appareils informatiques confirmant le respect des normes fondamentales du travail de l'OIT. La commune est de plus en train d'élaborer un Agenda 21 visant à mettre le développement durable en œuvre et achète du café issu du commerce équitable.

250 communes achètent de façon socialement responsable

Lorsque les communes n'assument pas leurs responsabilités et ne déploient pas des efforts suffisants pour éviter l'achat de produits issus du travail des enfants, fabriqués dans des usines à bas salaires ou dans des conditions indécentes, la pression politique doit être renforcée afin de les inciter à adopter une politique des achats durable. Depuis 2008, Solidar Suisse a contribué à promouvoir les achats publics équitables auprès de 250 communes et de la plupart des cantons. Dans l'ordonnance révisée sur les marchés publics, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2010, la Confédération a intégré une exigence-clé de Solidar: l'obligation, pour les soumissionnaires, de garantir que les conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT) sont respectées sur l'ensemble de la chaîne de production des biens et services. La révision de la loi fédérale sur les marchés publics est en cours. Dans le cadre d'une coalition d'ONG pour des achats publics équitables, Solidar s'engage pour l'inclusion de la durabilité sociale dans le texte afin que les communes bénéficient d'un fondement juridique solide.¹

Exigences et exemples positifs

Solidar Suisse souhaite montrer, via des exemples positifs, que les communes peuvent atteindre d'excellents résultats même avec des moyens limités. Les communes ayant fait montre de volonté politique peuvent constituer des sources d'information et d'inspiration pour les autres, que ce soit pour la réalisation de projets éducatifs ou de lutte contre la pauvreté, l'action dans le domaine de l'aide humanitaire ou l'adoption d'une politique des achats socialement responsable. Le respect des conventions fondamentales de l'OIT, qui proscrivent le travail des enfants, la discrimination, l'esclavage et le travail forcé sur toute la chaîne de création de valeur, est une condition minimale. Pour garantir des conditions de travail décentes, d'autres normes doivent néanmoins être respectées: offre d'un salaire de subsistance, pas d'heures de travail excessives, établissement d'une relation formelle de travail, protection de la santé.²

Nous pouvons citer le cas de la ville de Berne, dont d'autres communes peuvent s'inspirer. En 2013, la ville avait déjà amélioré de façon exemplaire sa politique des achats: pour s'assurer

¹ voir: www.solidar.ch/fr/achats

qu'un maximum d'achats répondaient aux prescriptions, elle avait abaissé la valeur à partir de laquelle les biens et services devaient être acquis via le service des achats (Fachstelle Beschaffungswesen, FaBe). Outre de nombreuses formations sur le sujet, la ville de Berne propose une plateforme dédiée aux achats durables, « ChoufFair », accessible à l'ensemble des collaborateurs. Le service des achats met par ailleurs son savoir-faire à la disposition des communes intéressées. En 2016, Berne a amélioré son score dans le domaine des achats (passé de 42,5 à 50, le maximum) en perfectionnant les outils existants. La commission des achats, qui se réunit tous les mois, examine les adjudications et la situation pour certaines catégories de produits.

Comment fonctionne le rating Solidar des communes ?

Choix des communes

Pour le choix des communes, Solidar a utilisé deux critères en 2016: la taille et la situation géographique. L'objectif était d'analyser les 100 plus grandes communes de Suisse alémanique et de Suisse romande, et au moins deux communes par canton germanophone et francophone. Toutes les communes n'ayant pas souhaité participer au rating, les demi-cantons d'Appenzell Rhodes-Intérieures et de Nidwald, ainsi que le Valais ne sont pas représentés. L'échantillon s'est ainsi réduit à 88 communes: 44 d'entre elles avaient déjà participé au rating 2011 et 23 au rating 2013, 21 étaient nouvelles.

Communes n'ayant pas participé au rating

Sur les communes ayant participé au rating 2013, 18 n'ont pas été analysées en 2016: Affoltern am Albis, Allschwil, Arbon, Baden, Brigue, Berthoud, Cham, Glaris, Glaris Nord, Herisau, Horw, Lucerne, Olten, Pratteln, Schaffhouse, Wallisellen, Wettingen et Wetzikon. Les raisons évoquées étaient un manque de ressources ou la crainte d'obtenir à nouveau une mauvaise note si peu de choses avaient évolué depuis le dernier rating. Sur les communes nouvellement contactées, 37 ont refusé de participer en avançant divers motifs (en raison d'un manque de ressources, parce qu'elles ne considéraient pas la responsabilité globale comme une tâche relevant de leurs fonctions ou par crainte de réaliser un mauvais score) ou n'ont pas répondu. Il s'agit de: Aesch, Appenzell, Arth, Brugg, Bulle, Davos, Ebikon, Flawil, Glaris Sud, Grenchen, Hinwil, Kerns, Langenthal, Männedorf, Maur, Monthey, Münchenstein, Muttentz, Neuhausen, Opfikon, Pfäffikon, Risch, Romanshorn, Schattdorf, Sion, Sierre, Spreitenbach, Stans, Steffisburg, Therwil, Thoune, Urdorf, Val-de-Ruz, Wil SG, Wittenbach et Wohlen.

Solidar Suisse réalisera son prochain rating des communes dans trois ans. Toutes les communes ayant déjà été contactées seront à nouveau sollicitées, y compris celles n'ayant cette année pas souhaité prendre part au rating.

Méthode

Les données et les informations ont été récoltées au moyen d'un questionnaire, envoyé aux communes. Les résultats ont été transmis dans le cadre d'un entretien téléphonique avec la personne responsable dans la commune, ou par retour du questionnaire complété. Les communes qui avaient déjà participé au précédent rating ont reçu les données de 2013 avec la demande d'y inscrire les modifications. Des informations complémentaires ont été collectées sur les sites des communes.

Modifications par rapport au rating des communes 2013: Dans le rating 2016, la catégorie « Mobilier » est venue remplacer la catégorie « Articles de sport ». Il est en effet apparu en 2013 que les communes ne peuvent pas influencer sur la politique d'achats des écoles communales, qui sont indépendantes. L'évaluation peut donc parfois être différente même si les communes n'ont pas entre-temps modifié leur pratique d'achat.

Evaluation

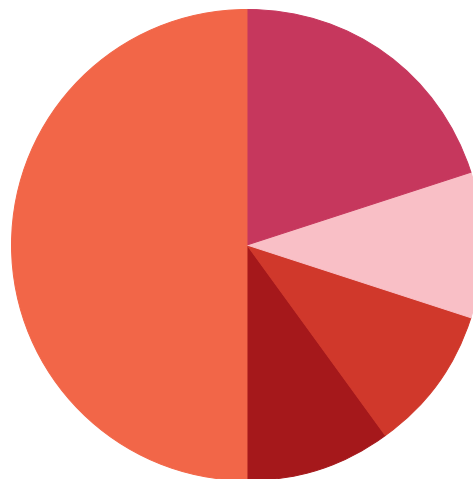
L'échelle de l'évaluation a été établie de telle sorte qu'une commune puisse obtenir au maximum 100 points. Les deux domaines analysés, à savoir la coopération au développement et les pratiques en matière d'achats, représentent chacun 50 points. Les communes sont classées en cinq catégories selon le nombre de points obtenus:

0-5 points	1 globe , responsabilité sociale globalement insuffisante, la commune ne se soucie pas des conséquences de ses décisions.
6-25 points	2 globes , responsabilité sociale lacunaire, la commune ne fait guère d'efforts en matière de durabilité.
26-50 points	3 globes , responsabilité sociale partiellement présente, la commune fait quelques efforts, mais un grand potentiel d'amélioration subsiste.
51-75 points	4 globes , responsabilité sociale bien présente avec un potentiel d'amélioration.
76-100 points	5 globes , responsabilité sociale très présente, la commune contribue activement à un monde plus juste.

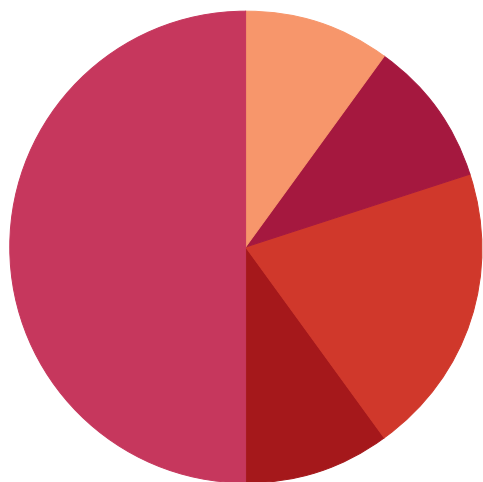
Critères retenus

Coopération au développement

Le critère d'évaluation principal est le quotient entre les dépenses annuelles pour des projets en matière de coopération au développement et/ou d'aide humanitaire et les recettes fiscales nettes de la commune concernée. Une commune obtient le maximum de points (soit 25) si elle consacre au minimum 1 pour mille de ses recettes fiscales à la coopération au développement. Les autres critères couvrent les domaines suivants: fondements stratégiques (existence / publication de lignes directrices), organisation (soutien à des projets selon des critères précis, fonctionnaires responsables de la coopération au développement), communication / information (auprès de l'administration et du public), partenariat de la commune avec des communes de pays en développement ou en transition.



Engagement financier: **25 points**
 Organisation: **10 points**
 Stratégie politique/critères: **5 points**
 Communication/information: **5 points**
 Partenariats de la commune: **5 points**



Lignes directrices: **25 points**
 Stratégie politique: **5 points**
 Commerce équitable: **5 points**
 Communication/information: **10 points**
 Organisation: **5 points**

Politique d'achats

On évalue ici si la commune dispose (ou non) de directives ou de recommandations en matière d'achats socialement durables prescrivant notamment le respect des huit conventions fondamentales de l'OIT³, et d'un système de contrôle de leur application. L'évaluation a porté, sur la base des critères existants, sur des catégories de produits pertinentes telles que les pierres naturelles, les textiles, le mobilier, les ordinateurs / accessoires informatiques, ainsi que sur la forme du contrôle (25 points). Les autres critères (25 points maximum) couvrent les domaines suivants: fondements stratégiques (lignes directrices incluant les achats responsables), communication (informations / formations sur les achats durables à l'attention du personnel), organisation (personne en charge des achats durables) et commerce équitable (offre de produits issus du commerce équitable, café p. ex.).

Pourquoi un rating des communes ?

Un long engagement pour des achats socialement responsables

Solidar Suisse travaille depuis 2008 dans le domaine des achats publics en Suisse. Car les achats représentent un marché colossal: la Confédération et les collectivités suisses achètent chaque année pour environ 40 milliards de CHF en biens et services. Une partie de cette somme concerne des articles fabriqués à l'étranger dans des conditions inhumaines. Les conditions de travail sont particulièrement précaires dans la production de biens tels que les pierres naturelles (pavés), les textiles (hôpitaux, pompiers, police) et les meubles (bureaux, salles de réunions, etc.). Notre campagne « Non à l'exploitation grâce à nos impôts » visait à sensibiliser les autorités, les responsables politiques et la population à l'importance des achats socialement responsables. Alors que la durabilité écologique gagne en acceptation, la dimension de la durabilité sociale continue d'être négligée dans la pratique des achats. Le rating vise à sensibiliser les communes afin qu'elles se comportent comme des consommatrices responsables compte tenu de l'importance du marché qu'elles représentent et de leur fonction d'exemple.

3 Voir en annexe ou www.solidar.ch/fr/conventions-oit

Solidar Suisse: qui sommes-nous et quelles sont nos activités ?

Trois-quarts de la population active mondiale travaillent dans des conditions précaires: les travailleurs ne peuvent pas faire valoir leurs droits, ils n'ont ni couverture sociale ni contrat de travail, la protection de la santé n'est pas garantie, les syndicats sont inexistantes, le salaire ne permet pas de subvenir aux besoins élémentaires. Le risque de pauvreté s'en trouve accru et la majorité des richesses sont concentrées aux mains d'une minorité: 1% de la population mondiale (70 millions de personnes) possède plus que les 99% restants (sept milliards de personnes).⁴

Entre 1960 et 2012, les pays industrialisés ont consacré quelque 3400 milliards de dollars à l'aide au développement.⁵ Si cela paraît énorme, on peut opposer à cette somme 3667,4 milliards de dollars de flux financiers nets du Sud vers le Nord pour la seule période 2006-2010.⁶ Pour un dollar reçu des pays industrialisés (aide au développement, investissements directs, transferts de fonds des migrants, etc.), les pays en développement perdent deux dollars – soit le double – sous la forme d'intérêts débiteurs, de remboursements de crédits, en raison de flux financiers illégaux et du non-paiement d'impôts par les groupes occidentaux.⁷

Conclusion: les pays pauvres du Sud financent les pays riches du Nord. Face à cette réalité, Solidar Suisse est convaincue qu'une solidarité minimale est du devoir de chacun – de la Confédération, des entreprises, des citoyens, et par-là même des communes.

Travaillant avec les populations précaires au quotidien, Solidar Suisse connaît bien leurs conditions de vie et de travail. Nous menons plus de 50 projets dans 15 pays, dans les domaines des droits au travail et de la démocratie. L'expérience a montré que l'éradication de la pauvreté passe par l'application de conditions de travail décentes et de salaires équitables. Le comportement des consommateurs dans les pays du Nord a une influence directe sur les salaires et les conditions de travail dans les pays du Sud. Le surcoût à payer pour garantir des conditions équitables est souvent négligeable (21 centimes à peine pour une chemise). Pour les travailleurs concernés, c'est la promesse d'une existence décente sans exploitation ni travail des enfants.

Pour en savoir plus sur les projets de Solidar Suisse: www.solidar.ch/fr/projets

4 Oxfam "Wealth: Having it all and wanting more" 2015, p. 2

5 Official Development Assistance, statistique de l'OCDE : <http://stats.oecd.org>

6 UN-World Economic Situation and Prospects 2011, p. 71

7 European Network on Debt and Development, www.eurodad.org

Annexes

Les communes analysées par région

Berne (13):

Anciennement analysées: Berne, Biel, Köniz, Lyss, Ostermundigen, Spiez, Worb

Nouvellement analysées: Belp, Ittigen, Münchenbuchsee, Münsingen, Muri bei Berne, Zollikofen

Nord-est de la Suisse (9):

Anciennement analysées: Amriswil, Buchs, Frauenfeld, Kreuzlingen, Rapperswil-Jona, Saint-Gall, Uzwil, Weinfelden

Nouvellement analysée: Teufen

Nord-ouest de la Suisse (13):

Anciennement analysées: Aarau, Oberwil, Reinach BL, Riehen, Solothurn, Zofingen

Nouvellement analysée: Bâle, Birsfelden, Liestal, Möhlin, Oftringen, Rheinfelden, Suhr

Sud-est de la Suisse (1):

Anciennement analysée: Coire

Suisse centrale (9):

Anciennement analysées: Altdorf, Baar, Einsiedeln, Emmen, Freienbach, Kriens, Küsnacht, Sarnen, Zug

Zurich (21):

Anciennement analysées: Adliswil, Bassersdorf, Bülach, Dietikon, Dübendorf, Horgen, Illnau-Effretikon, Küsnacht, Richterswil, Rüti, Schlieren, Stäfa, Thalwil, Uster, Volketswil, Wädenswil, Winterthur, Zurich

Nouvellement analysée: Kloten, Meilen, Zollikon

Suisse romande (22):

Anciennement analysées: Carouge, Delémont, Genève, Fribourg, La Chaux-de-Fonds, Lancy, Lausanne, Le Locle, Montreux, Moutier, Neuchâtel, Nyon, Porrentruy, Val-de-Travers, Vernier, Vevey, Villars-sur-Glâne, Yverdon-les-Bains

Nouvellement analysée: Bernex, Meyrin, Morges, Renens

Classement des communes par région

Commune		APD	Achats	Total	Globes	Globes 2013
Berne						
Ittigen	BE	46.5	38.5	85		
Berne	BE	34	50	84		(4)
Münsingen	BE	50	19	69		
Köniz	BE	21.5	42.5	64		(4)
Biel	BE	27.5	22.5	50		(3)
Spiez	BE	25	21.5	46.5		(3)

Commune		APD	Achats	Total	Globes	Globes 2013
Zollikofen	BE	20	25	45		
Muri bei Berne	BE	27.5	0	27.5		
Lyss	BE	17.5	8.7	26.2		(3)
Worb	BE	5	18.9	23.9		(3)
Belp	BE	20	0	20		
Ostermundigen	BE	10	0	10		(1)
Münchenbuchsee	BE	1.5	0	1.5		

Nord-est de la Suisse

Rapperswil-Jona	SG	40	35	75		(4)
Kreuzlingen	TG	32.5	41	73.5		(3)
Frauenfeld	TG	40	32.7	72.7		(4)
Saint-Gall	SG	37.5	2.5	40		(3)
Weinfelden	TG	10	9	19		(2)
Uzwil	TG	6.5	5	11.5		(2)
Amriswil	TG	0	5.1	5.1		(1)
Teufen	AR	5	0	5		

Nord-ouest de la Suisse

Riehen	BS	45	32.6	77.6		(5)
Aarau	AG	40	23.5	63.5		(4)
Bâle	BS	32.5	20.3	52.8		
Möhl	AG	5	32.3	37.3		
Reinach	BL	25	3.5	28.5		(3)
Oberwil	BL	20	0	20		(2)
Zofingen	AG	5	13.5	18.5		(2)
Solothurn	SO	15	1	16		(2)
Rheinfelden	AG	4	5	9		
Oftringen	AG	5	1.6	6.6		
Birsfelden	BL	5	1	6		
Liestal	BL	5	0	5		
Suhr	AG	0	4	4		

Commune		APD	Achats	Total	Globes	Globes 2013
Sud-est de la Suisse						
Coire	GR	10	8.5	18.5		(2)
Suisse centrale						
Baar	ZG	40	15.3	55.3		(4)
Altdorf	UR	15	35	50		(4)
Kriens	LU	7.5	35	42.5		(2)
Freienbach	SZ	5	35	40		(5)
Zug	ZG	21.5	17.1	38.6		(3)
Küssnacht	SZ	0	4.9	4.9		(1)
Emmen	LU	1.5	1	2.5		(1)
Einsiedeln	SZ	1.5	0	1.5		(1)
Sarnen	OW	0	0	0		(1)
Zurich						
Zurich	ZH	42.5	50	92.5		(5)
Bülach	ZH	35	41	76		(5)
Küsnacht	ZH	40	33.6	73.6		(5)
Meilen	ZH	35	35	70		
Winterthur	ZH	20	38.5	58.5		(4)
Dübendorf	ZH	22.5	35	57.5		(4)
Illnau-Effretikon	ZH	42.5	11.8	54.3		(4)
Thalwil	ZH	0	50	50		(3)
Adliswil	ZH	27.5	21.4	48.9		(3)
Zollikon	ZH	40	0	40		
Richterswil	ZH	37.5	0	37.5		(3)
Wädenswil	ZH	25	6.6	31.6		(3)
Dietikon	ZH	5	18.7	23.7		(2)
Uster	ZH	17.5	5.7	23.2		(3)
Stäfa	ZH	1.5	13.2	14.7		(2)
Horgen	ZH	10	1	11		(2)
Schlieren	ZH	2.5	8.5	11		(2)

Commune		APD	Achats	Total	Globes	Globes 2013
Kloten	ZH	6.5	3.5	10		
Rüti	ZH	0	6.5	6.5		(1)
Bassersdorf	ZH	5	0	5		(1)
Volketswil	ZH	1.5	1	2.5		(1)

Suisse romande

Genève	GE	50	46	96		(5)
Carouge	GE	50	42.5	92.5		(4)
Lausanne	VD	46.5	46	92.5		(5)
Nyon	VD	37.5	45	82.5		(5)
Yverdon-les-Bains	VD	44	36.7	80.7		(4)
Moutier	BE	50	30.3	80.3		(4)
Vevey	VD	30	46	76		(4)
Renens	VD	35	37.9	72.9		
Lancy	GE	45	27.2	72.2		(3)
Meyrin	GE	45	25.2	70.2		
Vernier	GE	46.5	17.5	64		(4)
Montreux	VD	30.5	35	65.5		(2)
Neuchâtel	NE	40	22.5	62.5		(3)
Bernex	GE	45	15.8	60.8		
Delémont	JU	37.5	17.5	55		(3)
Morges	VD	35	19	54		
Val-de-Travers	NE	37.5	1	38.5		(3)
Fribourg	FR	26.5	9.7	36.2		(3)
Porrentruy	JU	20	16.2	36.2		(2)
Le Locle	NE	18	11.7	29.7		(3)
La Chaux-de-Fonds	NE	11.5	15.2	26.7		(3)
Villars-sur-Glâne	FR	18	1.5	19.5		(2)

Standards sociaux minimaux

L'intégration de critères sociaux minimaux lors de l'acquisition par les communes de biens produits à l'étranger doit être garantie sur l'ensemble de la chaîne de production et contrôlée de manière efficace. Les conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT) représentent un minimum absolu.

Les huit conventions fondamentales de l'OIT

Les conventions fondamentales de l'OIT interdisent le travail forcé et le travail des enfants, garantissent la liberté syndicale, exigent l'égalité salariale entre hommes et femmes et interdisent la discrimination:

- Convention 29 concernant le travail forcé ou obligatoire (1930)
- Convention 87 concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical (1948)
- Convention 98 concernant l'application des principes du droit d'organisation et de négociation collective (1949)
- Convention 100 concernant l'égalité de rémunération entre la main-d'oeuvre masculine et la main-d'oeuvre féminine pour un travail de valeur égale (1951)
- Convention 105 concernant l'abolition du travail forcé (1957)
- Convention 111 concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession (1958)
- Convention 138 concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi (1973)
- Convention 182 concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination (1999)

Les huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du Travail (OIT) définissent un cadre législatif minimum en matière de droit du travail. L'OIT a défini ces conventions comme étant des normes fondamentales contraignantes pour tous les Etats membres, même pour ceux qui ne les ont pas ratifiées. La Suisse ayant ratifié les huit conventions, elle s'est engagée au regard du droit international à les transposer dans le droit helvétique.



Photos

S. 1: ILO

S. 2: NYU Stern BHO

S. 16: Robert Scoble



SOLIDAR
SUISSSE

CŒuvre suisse d'entraide ouvrière OSEO